



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/445
6 juillet 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
Point 114 de la liste préliminaire*

RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS
DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le résumé des principales constatations du Comité des commissaires aux comptes et des mesures correctives, qu'il préconise en conséquence, présentées dans les rapports du Comité à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes de l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987; ce document a été établi par le Comité des commissaires aux comptes en application de la résolution 42/206 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1987.

* A/43/50.

88-17585 0945T (F)

/...

7P.

ANNEXE

LETTRE D'ENVOI

Le 23 juin 1988

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/206, le document où se trouvent résumées les principales constatations et conclusions d'intérêt commun du Comité des commissaires aux comptes, classées par domaine de vérification et apparaissant dans les rapports du Comité à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Premier Président de la Cour des
comptes de France,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) André CHANDERNAGOR

Le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

/...

Résumé concis des principales constatations et conclusions d'intérêt commun figurant dans les rapports du Comité des Commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987

1. Au paragraphe 8 de sa résolution 42/206 du 11 décembre 1987, l'Assemblée générale a recommandé que le Comité des commissaires aux comptes lui soumette à l'avenir un document concis résumant ses principales constatations et conclusions d'intérêt commun, classées par domaine de vérification.

2. Les constatations et conclusions en question figurent dans les rapports des organisations suivantes, dont le Comité est chargé de vérifier les comptes :

Organisation des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (CCI)

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

Université des Nations Unies (UNU)

Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains

3. En outre, le Comité a examiné les comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et le rapport sur cette vérification figurera dans le rapport annuel du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

4. On trouvera ci-après les principales constatations et conclusions d'intérêt commun du Comité, classées par domaine de vérification.

Contrôle budgétaire

5. Etant donné que les procédures d'autorisation et de contrôle des dépenses par le biais du mécanisme des allocations n'ont pas été systématiquement appliquées et que, de ce fait, le montant des dépenses a dépassé, dans un certain nombre de cas, celui des allocations correspondantes, en particulier dans les bureaux extérieurs, le Comité a recommandé que ces procédures soient appliquées de manière plus stricte afin d'accroître l'efficacité du contrôle budgétaire.

/...

6. La disposition du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies relative aux engagements et à la comptabilisation des engagements non liquidés, selon laquelle les crédits peuvent rester utilisables au-delà de la fin de l'exercice financier dans la mesure nécessaire pour régler les engagements concernant des marchandises livrées ou des services fournis au cours de l'exercice, a été appliquée de façon trop laxiste.

7. En conséquence, le Comité a recommandé que les critères applicables pour prendre des engagements et comptabiliser les engagements non liquidés en vertu de l'article 4.3 du règlement financier et des règles de gestion financière 104.1, 104.2 et 104.3 de l'Organisation des Nations Unies, de même qu'en vertu des sections 6 et 8 du Manuel financier de l'ONU, soient réexaminés et rendus conformes au principe selon lequel les marchandises doivent être livrées et les services fournis, y compris en ce qui concerne l'achat de matériel, comme prévu à l'article 4.3 du règlement financier. En outre, les engagements non liquidés correspondant à des activités de coopération technique de l'année précédente devraient être analysés au bout de 12 mois. Les engagements qui sont toujours valables devraient être comptabilisés comme sommes à payer. Ceux qui ne le sont plus devraient être comptabilisés sous forme d'un ajustement du montant des dépenses de l'année précédente si les projets sont en cours, et crédités au fonds d'exploitation du PNUD si les projets sont achevés.

8. Le Comité a constaté que certains organismes n'appliquaient pas non plus de façon stricte et systématique le principe de la livraison aux fins de la comptabilisation des engagements non liquidés, qu'il s'agisse de leurs dépenses budgétaires ou des dépenses relatives à des projets exécutés par des agents d'exécution sur la base des directives comptables des organismes de financement. Le Comité a recommandé, là encore, que les règlements, règles et directives pertinents soient revus pour être rendus conformes au principe selon lequel les marchandises doivent être livrées et les services fournis.

9. Notre examen de la situation en ce qui concerne la présentation de rapports sur l'exécution des programmes, conformément à la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/PPBME Rules/1(1987) a fait apparaître les lacunes suivantes :

- a) Présentation tardive et non satisfaisante de rapports sur les programmes;
- b) Taux d'exécution insuffisant des programmes;
- c) Absence de rapports sur certaines activités prévues au budget-programme.

10. A cet égard, le Comité est d'avis que :

- a) L'Administration, par l'intermédiaire du Groupe central de contrôle, qui est l'organe central pour l'examen des rapports présentés et qui est également chargé d'établir le rapport destiné à l'Assemblée générale, devrait encourager les départements et les bureaux chargés de fournir des données à ce sujet à coopérer plus étroitement et à établir une meilleure communication à cette fin;

/...

b) L'Administration devrait déterminer les causes des défauts qui affectent l'établissement des rapports et les procédures correspondantes et prescrire des mesures correctives appropriées, notamment l'organisation de programmes de formation, afin :

- i) Que les départements et bureaux présentent des rapports plus complets et d'une meilleure qualité sur l'exécution des programmes;
- ii) Que le processus d'examen par le Groupe central de contrôle soit renforcé et accéléré;
- iii) Que les rapports sur l'exécution des programmes soient communiqués en temps voulu aux Etats Membres, conformément à l'article 5.3 de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/PPBME Rules/1(1987);

c) L'Administration devrait prendre des mesures pour que des rapports relatifs aux activités de contrôle et à l'exécution du programme soient établis pour toutes les activités prévues au budget-programme, comme prescrit dans la règle 105.1 a) ii) de la circulaire ST/SGB/PPBME Rules/1(1987), et pour que des rapports complets soient présentés à l'Assemblée générale conformément à l'article 5.1 de ladite circulaire;

d) L'Administration, par l'intermédiaire du Groupe central de contrôle, organe technique chargé de contrôler l'exécution effective des programmes (et d'établir le rapport correspondant destiné à l'Assemblée générale), devrait publier des directives détaillées concernant l'établissement de rapports sur l'exécution des programmes, comprenant notamment des définitions systématiques et précises de ce qui est considéré comme un produit de programmes et du moment où l'on peut considérer qu'un produit est exécuté, afin que les rapports ne puissent plus donner une idée fausse de l'exécution des programmes, comme le Comité a constaté que cela arrivait parfois. L'Administration devrait également prendre des mesures pour attirer l'attention du bureau intéressé sur la nécessité d'améliorer les aspects des documents budgétaires qui laissent à désirer. De la sorte, la responsabilité complexe prévue par l'article mentionné ci-dessus en ce qui concerne l'établissement de rapports sur l'exécution des programmes sera pleinement assumée.

Comptes et établissement de rapports financiers

11. Le Comité a formulé plusieurs observations dans ses rapports au sujet des informations contenues dans les états financiers et de la valeur de ces états. En particulier, la distinction entre dépenses d'administration, dépenses relatives aux programmes et aux projets, et dépenses d'appui aux programmes devrait être précisée pour chaque organisme et strictement respectée afin d'augmenter l'exactitude de la fiabilité des états financiers. On a constaté un manque d'uniformité dans la méthode de comptabilisation utilisée par certains organismes (système de l'exercice ou système de la gestion), et certaines informations pertinentes n'ont pas été communiquées comme elles le devaient. Le Comité a constaté par ailleurs que pour certains organismes, les dépenses relatives aux programmes et aux projets engagées par des agents d'exécution pour le compte des organismes de financement étaient, pour l'essentiel, fondées sur des informations non vérifiées et que, de ce fait, le

/...

Comité n'était pas en mesure de formuler une opinion sur ces dépenses qui représentent pourtant un élément important des états financiers. Le Comité a donc recommandé que les principes, politiques, procédures et mesures de contrôle se rapportant à la comptabilité fassent l'objet d'un nouvel examen destiné à améliorer l'exactitude des états financiers et la valeur des informations qu'ils contiennent.

Gestion des fonds

12. L'examen de la gestion des fonds a révélé que dans certains organismes, l'apurement des comptes bancaires et la délivrance de reçus pour les sommes perçues se faisaient tardivement. Les dispositions relatives à la garde et au contrôle interne des formules de chèques et de reçus laissaient à désirer. Le Comité a recommandé que, conformément aux règles de gestion financière 111.9 et 108.2, l'apurement de tous les comptes bancaires et la délivrance de reçus pour les sommes perçues se fassent sans délai. Il conviendrait de renforcer encore les contrôles internes relatifs à la garde et à l'utilisation autorisée des formules de chèques et de reçus.

13. En outre, le Comité a constaté que, du fait de l'application du taux de change fixé pour les opérations de l'ONU pour le mois de décembre aux fins de l'évaluation des placements en fin d'exercice, le montant de ces évaluations différait parfois sensiblement de la valeur marchande réelle desdits placements. Le Comité a recommandé que chaque fois qu'il en serait ainsi, comme c'était le cas à la fin de 1987, l'autre montant soit indiqué dans une note explicative des états financiers.

Consultants, experts et personnel temporaire

14. Certaines lacunes ont été constatées dans ce domaine, notamment le fait que des contrats de louage de services sont signés après l'expiration de la période sur laquelle ils portent ou après le début de la période de travail convenue; le fait que, dans plusieurs cas, des consultants ont été employés au-delà de la limite prévue de 12 mois, par le biais d'une prolongation de la durée de leur contrat ou de la signature d'un nouveau contrat à l'expiration du précédent; l'absence d'un fichier centralisé d'experts et de consultants; le manque d'informations sur les consultants extérieurs, et le fait que le travail de consultants n'a pas été évalué. Le Comité a recommandé que la gestion des services de consultants soit conforme aux exigences des règles de gestion financière et des instructions administratives.

Etats de paie, dépenses de personnel et questions relatives au personnel

15. Le Comité a constaté que, dans certains cas, des dépenses afférentes au personnel permanent avaient été indûment imputées au compte relatif au personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires), du personnel avait été "emprunté" à un programme par un autre et des personnes avaient été engagées en vertu des dispositions de la série 200 du règlement du personnel alors qu'elles n'étaient pas recrutées au titre de projets d'assistance technique.

/...

16. Le Comité a recommandé que les dispositions de l'instruction administrative relative au personnel temporaire soient strictement appliquées et que des transferts latéraux de personnel ne soient effectués que dans les cas prévus par les textes portant autorisation des travaux. Par ailleurs, seul le personnel recruté au titre de projets d'assistance technique devrait être engagé en vertu des dispositions de la série 200 du règlement du personnel.

Activités de coopération technique et activités relatives aux projets

17. Dans ce domaine, le Comité a constaté certaines lacunes dans l'exécution des projets, pour ce qui était de l'évaluation des objectifs et de la faisabilité des projets, du report d'activités et de la prolongation de projets, ainsi qu'un manque de coordination au niveau de la fourniture des divers apports, ce qui portait préjudice à l'efficacité de chaque élément des projets.

18. On a également constaté que des retards dans l'affectation des experts et le fait que leurs qualifications ne correspondaient pas aux besoins contribuaient à retarder l'exécution des projets. On a observé en outre que certains projets visaient à mettre en place et appuyer des institutions qui ne sauraient subsister sans un apport constant de ressources et autres formes d'assistance. Cette situation avait pour effet de perpétuer l'assistance technique en l'absence quasi totale de progrès vers l'autonomie.

19. On a recommandé, dans tous les cas, de définir clairement les objectifs des projets et de procéder à des études de faisabilité. Il faudrait veiller à coordonner la fourniture des apports, y compris l'affectation d'experts ayant les qualifications recherchées.

Fonds d'affectation spéciale

20. Les procédures de contrôle interne régissant la création, l'exploitation et la gestion de certains fonds d'affectation spéciale faisaient apparaître certaines lacunes. Le Comité a notamment remarqué que les accords conclus avec les gouvernements contribuant à des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique n'étaient pas toujours conformes à l'accord modèle figurant dans l'instruction administrative pertinente. Par ailleurs, dans certains cas, les procédures de comptabilisation des contributions volontaires à ce type de fonds d'affectation spéciale ne sont pas conformes aux règlements, règles et directives de l'ONU, non plus qu'aux principes de comptabilité généralement reconnus.

21. Le Comité a recommandé que tous les règlements, règles et directives pertinents soient appliqués de manière plus systématique lors de la création, de l'exploitation et de la gestion de fonds d'affectation spéciale. Par ailleurs, dans plusieurs cas, il conviendrait de prendre plus rapidement des mesures pour fermer les comptes relatifs aux fonds d'affectation spéciale inactifs.
